HAL
open science

Patrice Yengo. Les paradoxes de la reconnaissance scientifique des intellectuels africains

Béatrice Hibou

To cite this version:

Béatrice Hibou. Patrice Yengo. Les paradoxes de la reconnaissance scientifique des intellectuels africains : Histoire du refuge scientifique. Hommes & migrations, 2021, Hors-série automne 2020, pp.38 - 39. hal-03299768

HAL Id: hal-03299768

https://hal.science/hal-03299768

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Patrice Yengo. Les paradoxes de la reconnaissance scientifique des intellectuels africains

Béatrice Hibou, directrice de recherche au CNRS - Sciences Po/CERI

In *Hommes & migrations*, Musée de l'histoire de l'immigration, 2021, pp. 38-39

Patrice Yengo, originaire du Congo-Brazzaville, est un intellectuel inclassable, un exilé temporaire permanent. Au-delà de sa spécificité, sa trajectoire est caractéristique de ces universitaires africains en exil, bénéficiant d'une reconnaissance indéniable mais n'ayant jamais réussi à être perçus comme pouvant être éligibles à un poste dans l'université française. Son portrait questionne ce paradoxe.

Né en 1949, issu d'une famille des environs de Brazzaville installée à Pointe-Noire où le père est agent des Douanes, Patrice Yengo est le quatrième d'une fratrie de dix enfants. Après des études au petit séminaire Saint-Paul de Mbamou puis au lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire, il fait partie de ces premiers étudiants africains à bénéficier d'une bourse offerte par l'Union soviétique pour concrétiser le tournant diplomatique opéré au milieu des années 1960 par le Congo Brazzaville. Imprégné d'une vision « développementaliste » propre aux générations de l'indépendance, Patrice Yengo, pourtant attiré par la philosophie, se spécialise en pharmacodynamie et en toxicologie à l'université de Kharkov, puis à celle de Paris. Son diplôme obtenu, il est recruté en qualité d'enseignant en pharmacologie à l'Institut supérieur des sciences de la santé à Brazzaville. Il poursuit son engagement politique, entamé à Paris dans le syndicat étudiant et participe activement au bouillonnement intellectuel et culturel de la capitale congolaise.

Un renouvellement des études sur la guerre civile en Afrique

C'est le contexte politique de la fin des années 1980 qui bouleverse son destin. Il le transforme en acteur incontournable de la Conférence nationale qui, en 1991, regroupe les forces vives de la nation pour réaliser une réconciliation politique de nature à sortir du régime de parti unique. L'échec de ladite Conférence et la longue décennie de guerre civile qui s'ensuit obligent Patrice Yengo, comme beaucoup d'acteurs de ce difficile processus de démocratisation, à s'établir en France en raison des menaces physiques qui pèsent sur sa vie et de l'impossibilité de continuer ce combat.

L'expérience de l'exil l'amène à réfléchir sur les violences vécues et sur le sens de son action politique. Dès lors, il amorce une véritable bifurcation vers les sciences sociales, à la croisée de l'anthropologie, de la sociologie, de l'histoire et de la science politique. En partant de la crise de la reproduction politique induite par l'échec des processus de démocratisation en Afrique, il renouvelle notre compréhension de la guerre civile en refusant de l'attribuer à l'éternel conflit ethnique. Au contraire, il la présente comme l'expression de la tension entre demande sociale de changement et préservation de l'ordre politique antérieur, en mettant en évidence le rôle d'une jeunesse désocialisée susceptible d'être embarquée dans les stratégies d'ethnicisation du pouvoir, tout en ne négligeant pas le rôle qu'a pu jouer le contexte

international, et notamment la fin du monde bipolaire. De même, il participe de façon originale au renouveau des études sur la sorcellerie à travers une perspective psycho-analytique, en montrant en particulier que le concept de « ventre » (mis en évidence par Jean-François Bayart pour analyser la gouvernementalité politique en Afrique sub-saharienne) devait être dédoublé pour intégrer des dynamiques politiques conflictuelles alimentées par les transformations des structures familiales.

Le défaut de reconnaissance institutionnelle

Or tous ces travaux, Patrice Yengo les accomplit grâce à des bourses et des accueils temporaires dans des institutions en France et à l'étranger, mais sans jamais obtenir de poste stable et permanent. Et c'est en cela aussi que sa trajectoire est caractéristique de celle des intellectuels africains qui ont dû quitter leur pays. Comment expliquer que la reconnaissance intellectuelle ne se traduise pas par une reconnaissance institutionnelle ?

Tout d'abord, en Afrique plus qu'ailleurs en raison de la jeunesse des structures universitaires et de l'étroitesse de l'élite intellectuelle, l'université n'est pas forcément le lieu d'épanouissement privilégié des intellectuels. Ces derniers ne sont pas, contrairement à ce qui prévaut en Occident, ces experts reconnus par des spécialistes mais plutôt des hommes de la connaissance et de la parole, à la croisée d'une multiplicité de « disciplines » et de compréhensions du monde.

Il y a, ensuite, la conception du danger. Pour les autorités françaises, les pays africains ne sont certes pas des démocraties, mais l'autoritarisme de leurs dirigeants n'apparaît pour ainsi dire pas si « terrible », peut-être même « normal », comme si la vision coloniale d'une Afrique éternelle sans histoire était renouvelée sous la figure de dictateurs pas vraiment dictateurs… en tout cas fréquentables, rendant le statut de réfugié impossible à acquérir pour les intellectuels obligés de quitter leur pays.

Il y a, également, la période. Contrairement aux années 1960-1970, les années 1990-2000 sont caractérisées, dans les pays dits développés, par la « crise », les incertitudes de l'avenir, et surtout une vision obsidionale, égoïste et frileuse du vivre ensemble. C'est le temps de la xénophobie et de l'Europe forteresse. C'est aussi le temps des restrictions budgétaires qui, dans le monde universitaire, se traduisent notamment par la pénurie de postes et une précarisation croissante de l'emploi.

Il y a, enfin, ce qui est le plus difficile à concevoir et à exprimer, une certaine condescendance qui se concrétise dans un rapport ambigu, et largement inconscient, avec les anciennes colonies. Dans ces conditions, la visibilité des intellectuels africains n'est acceptée qu'en demi-teinte, comme si leur présence ne devait provoquer aucune vague. Ils peuvent être accueillis, mais leur prétention à exercer, à poursuivre leur métier est beaucoup moins envisageable.